



Expat

Communication Naval Group : Jeddah, un endroit où il fait bon vivre !

Naval Group, le 2 février 2021

Un article est paru sous Navista en septembre 2020 sous forme d'interview où des collaborateurs Naval Group expliquent leur condition d'expatriation en Arabie Saoudite, les programmes en cours, les opportunités à saisir pour réaliser une mobilité et le cadre de vie sur place.

L'idée n'est pas de mettre en cause la bonne foi des personnels qui s'expriment mais de rappeler à notre direction que la vente d'armes n'est pas une activité comme les autres (la CGT le répète depuis longtemps) et que ce genre de communication est choquante étant donné la situation politique et sociale de l'Arabie Saoudite. **Le cynisme doit avoir des limites !**

Sur l'aspect cadre de vie, l'Arabie Saoudite ressemble au paradis sur terre selon l'article, extrait :

« La vie en Arabie devient très agréable suite à l'ouverture du pays »

« L'Arabie Saoudite est un pays très sécurisé où l'on peut se promener tranquillement »

« On peut profiter de la mer toute l'année, l'eau est toujours chaude et il y a de magnifiques spots de plongée »

« On a beaucoup de chance de vivre en Arabie Saoudite »

Cela fait rêver n'est-ce pas ? La France n'est pas une démocratie parfaite loin de là mais concernant ce pays, nous sommes aux antipodes des valeurs fondatrices de notre république et de ce que défend la CGT au jour le jour ! Tempérons donc la vision idyllique relatée par cet article :

Pour planter le décor, l'Arabie Saoudite est **le seul pays qui reste opposer à la déclaration universelle des droits de l'homme...**

- **Le droit des femmes est bafoué** : Chaque femme adulte doit avoir un gardien masculin rendant leur situation sociale comparable à un mineur. La mixité dans certains lieux publics est interdite. Les femmes doivent porter une Abaya, longue robe noire couvrant tout le corps etc.....
- **Les droits LBGT sont inexistants.**
- La liberté d'expression n'est pas reconnue, pas d'élection, pas le droit de critiquer le régime, pas de liberté de la presse, **détention et torture des journalistes.**
- La liberté de religion n'est pas acceptée, les chrétiens sont harcelés, **la conversion d'un musulman à une autre religion est passible de la peine de mort.**

- Pour combattre les criminels de droit commun auteurs d'adultère, de vol, de critique du régime, de sorcellerie, d'enlèvements etc. un panel répressif complet et diversifié existe : **La fusillade, la pendaison, la décapitation mais aussi la lapidation, l'amputation, la flagellation...**
- Ces sanctions sont également applicables aux opposants politiques.



C'est une chose de vivre dans une bulle, c'en est une autre d'ignorer la réalité.

Concernant l'aspect sécuritaire, rappelons **que 2 attentats ont visés des intérêts français à Jeddah entre octobre et décembre 2020** ! 1 sur un vigile du consulat de France, un autre dans un cimetière en présence du consul général de France.

Plutôt que de rechercher de nouveaux expatriés, il faudrait d'abord se poser la question du maintien de personnels qui sont sur place... Nous avons déjà connu par le passé le traumatisme d'attentat meurtrier contre des salariés de l'entreprise, il ne faut pas avoir la mémoire trop courte !

Enfin, Concernant l'activité de Naval Group, **La CGT sera toujours opposée à la vente d'armes à l'Arabie Saoudite**, Les administrateurs salariés CGT voteront toujours « contre » en conseil d'administration à toute remise d'offre vers ce pays.

Rappelons que l'Arabie Saoudite est en conflit avec le Yémen et que dans ce cadre le France a été mise en cause concernant ses ventes d'armes. Un blocus imposé par la coalition saoudienne a provoqué une famine affectant 11.3 millions de personnes dont au moins 400 000 enfants. Nos navires pourraient contribuer à faire respecter ce blocus.

La direction du groupe devrait être prudente quant à la parution de ce genre d'article qui en donnant une vision tronquée d'une situation transforme la réalité en un décorum idyllique...

Il nous semble que l'entreprise sort largement de ses prérogatives en émettant, via la communication, un avis sur la situation politique du pays, qui reste à nos yeux comme à ceux de beaucoup d'ONG, une dictature.

Rentre-t-on dans le domaine de la « fake news » pour inciter des personnels à aller travailler en Arabie Saoudite ? Nous laissons le lecteur juger. Dans tous les cas, nous continuerons de dénoncer le cynisme de nos dirigeants quand cela est nécessaire qui hier commerçaient dans l'automobile et aujourd'hui dans les armes et n'y voient aucune différence...